

Vernouillet, le 14/02/2024

ARRETE DE REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE  
LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

Direction des Services Techniques Municipaux  
DS/CC/BV/JC/2024/(027)027

Réf. : 2024-Arrêté-027-027-DA-CIRCET-Rue Jean Jacques Rousseau.docx

TRAVAUX DE MAINTENANCE  
TELEPHONIQUE A L'AIDE D'UNE GRUE  
MOBILE ET D'UN CAMION NACELLE  
SUR PYLONE  
RUE JEAN JACQUES ROUSSEAU

Le Maire de la Commune de VERNOUILLET,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu le Code de la Route,  
Vu la législation en vigueur relative à la circulation routière,  
Vu l'avis du Commissaire de Police, chef de la circonscription de sécurité publique de Dreux,  
Considérant la réalisation des travaux de maintenance téléphonique a l'aide d'une grue mobile et d'un camion nacelle sur pylône, rue Jean Jacques Rousseau, par CIRCET TELECOM et par RESASTAR SERVICES - 4 place des artisans - 37300 JOUE LES TOURS, et leurs prestataires ou sous-traitants,

**ARRÊTÉ :**

**Article n° 1 :** La circulation des véhicules sera interdite du mardi 19 mars 2024 au vendredi 29 mars 2024 de 8h00 à 18h00 pour les travaux sus indiqués, réalisés dans les deux sens de circulation.

► **RUE JEAN JACQUES ROUSSEAU**  
Au niveau du cul de sac

**Article n° 2 :** L'accès aux véhicules des pétitionnaires, des véhicules de secours, de lutte contre l'incendie, de la police, de la gendarmerie, des concessionnaires des réseaux, des véhicules de collecte des déchets et des propriétés riveraines sera maintenu ainsi que l'accès aux piétons et cyclistes.

**Article n° 3 :** Le stationnement des véhicules sera interdit et de type gênant ; en conséquence, tout véhicule en infraction au présent arrêté, fera l'objet d'une verbalisation. Une mise en fourrière pourra faire l'objet d'une prescription de mise en fourrière par l'autorité habilitée.

**Article n° 4 :** La signalisation correspondante sera mise en place, conformément aux dispositions réglementaires par les soins du demandeur.  
L'entreprise sera responsable de jour comme de nuit des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

**Article n° 5 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Orléans dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**Article n° 6 :** Madame/Monsieur le Commissaire de Police de Dreux, les Agents de Police Municipale, Madame/Monsieur le Directeur Général des Services, Madame/Monsieur le Directeur des Services Techniques, Madame/Monsieur le Directeur de CIRCET, Madame/Monsieur le Directeur de RESASTAR SERVICES, et les Agents placés sous leurs ordres, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Le Maire  
Damien STEPHO